



HAL
open science

Quelle ville pour les LGBT ?

Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn, Chad Charasse

► **To cite this version:**

Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn, Chad Charasse. Quelle ville pour les LGBT ?. Le rôle de la ville dans la lutte contre les discriminations, 2020. hal-03135150

HAL Id: hal-03135150

<https://hal.science/hal-03135150>

Submitted on 8 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

QUELLE VILLE POUR LES LGBT+ ?¹

Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn, Chad Charasse

Introduction

La géographie de l'homosexualité a longtemps été travaillée du côté des espaces militants et festifs que peuvent être les quartiers gays, qu'il s'agisse de leur création (Giraud, 2014, 2013 ; Leroy, 2009) ou de leurs mutations (Alessandrin et Raibaud, 2014 ; Ghaziani, 2014) ou bien en-core du côté des manifestations comme les marches des fiertés (Leroy, 2010). La question des espaces sexuels s'est également vue investiguée par de nombreuses recherches, qu'il s'agisse de lieux physiques ou virtuel (Jaurand, 2015 ; Alessandrin et Toulze, 2015 ; Borghi, 2013 ; Leroy, 2012). Toujours, la question des discriminations fut en résonance ; qu'il s'agisse de lieux évités, de lieux de rencontres, de déplacements etc. Une géographie des homophobies particulière ressort donc des expériences sociales des gays, des lesbiennes et des personnes trans². La menace de la stigmatisation apparaît comme une épée de Damoclès, un toujours-là menaçant. Harcèlements, injures, discriminations (réelles ou potentielles) laissent des traces visibles dans l'usage qu'ont les personnes LGBT de la ville. Des lieux évités, des stratégies corporelles de dissimulation : cet article se propose justement de travailler ces éléments à l'aide d'enquêtes qualitatives et quantitatives récentes, en répondant à la question suivante : qu'est ce qui caractérise l'expérience urbaine des LGBT ? ou, pour le dire autrement : à quelles conditions les LGBT+ ont-ils droit à la ville ?

Qu'entend-on nous par « expérience urbaine ? ». Les enquêtes mobilisées ne nous permettent pas d'éclairer l'ensemble des relations qui se tissent dans l'urbain, les contextes et temporalités qui s'y déroulent. Nous apporterons donc une attention particulière aux expériences urbaines relatives aux questions d'ambiance urbaine (de ressentis, d'expériences de la discrimination ou de l'injure, du sentiment de sécurité, etc.) et de déplacements dans la ville. Nous tenterons de montrer qu'un « climat urbain » spécifique aux LGBT peut-être documenté par une sociologie quantitative et par une sociologie de l'expérience (Dubet, 2007) cumulées, dans un contexte marqué par l'absence, sinon associative, de données chiffrées sur cette question.

Méthodologiquement, nous prenons appui sur deux enquêtes successives réalisées entre 2014 et 2017 sur le territoire bordelais. Le premier volet porte sur le sentiment de discrimination des habitant.e.s de la ville entre 2014 et 2015. Elle se déploie dans une triple méthode : qualitative (6 focus groupes³), observationnelle (3 semaines de déambulations urbaines dans les tranways, bus, rues et places de la ville) et quantitative (par passation d'un questionnaire qui a récolté 831 réponses). Pour cet article, une strate concernant les réponses relatives aux discriminations LGBT a été extraite (n=167),

¹ Pour citer cet article : « Quelle ville pour les LGBT+ ? », in *Le rôle de la ville dans la lutte contre les discriminations* (Alessandrin A. et Dagorn J. dir), p. 71-84, MSHA, 2020.

² Nous employons le terme « trans » afin d'évoque l'ensemble des transidentités. Ce terme pa-raplue permet d'éviter de segmenter a priori les personnes dont l'identité de genre ne correspond pas au sexe assigné à la naissance.

³ Ces six focus groupes ont eu pour thématiques 1-les services publics ; 2-les services privés ; 3-les espaces publics et les transports ; 4- le logement ; 5- l'emploi ; 6- la jeunesse et l'animation. À chaque fois, des personnes LGBT étaient présentes.

composée principalement des gays et des personnes trans (respectivement 60 % et 10 % de l'échantillon). Le second volet de cette enquête, lui aussi réalisé sur le territoire bordelais, porte sur les déplacements des femmes dans la ville entre 2016 et 2017 (n = 5218). Ont été extraits, pour cet article, les chiffres relatifs aux expériences lesbiennes et transidentitaires (n = 297)⁴. Pour ces dernières données en particulier, et contrairement au premier volet de l'enquête, les femmes sont donc spécifiquement interrogées. Au total, nous travaillerons sur un effectif de 464 personnes qui se répartissent de la sorte : 47 % de personnes lesbiennes, 10 % de bisexuel.le.s, 10 % de personnes trans et 33 % de gays. La moyenne d'âge des répondant.e.s reste relativement jeune eu égard à celle de la population bordelaise (33 ans contre 37 ans en moyenne).

Dans toutes ces recherches, une méthodologie mixte a été déployée sous la forme de questionnaires, d'observations et d'entretiens en focus-groupes. D'un point de vue du contexte d'analyse, il s'agira de se focaliser sur le monde urbain dans une grande ville de province comptant légèrement moins de 250 000 habitant.e.s dans son centre-ville et 760 000 habitant.e.s pour son agglomération. Notons à cet égard que la récolte des données ne permet pas de distinguer des lieux spécifiques dans la ville, ni même des éléments relatifs à un différentiel « ville / périphérie ». Les déambulations urbaines qui se sont déroulées dans le second volet de l'enquête ne se sont pas spécifiquement attardées sur les questions LGBT. Cette dimension ne sera donc pas mobilisée pour cet article.

Dès l'introduction de son article sur les réactions extraordinaires engendrées par les gestes ordinaires de l'affection homosexuelle (le baiser, la main tenue), Marianne Blidon (2008) cite Monique Wittig : « Vivre en société c'est vivre en hétérosexualité ». Mais que revêt précisément cette expérience dans le contexte urbain ? Très longtemps, c'est le secret, la peur et leurs corolaires en termes de luttes et de réappropriations (Pollak, 1982) qui ont été les bornes interprétatives de l'expérience homosexuelle. D'un point de vue sociologique, l'expérience, et en l'occurrence l'expérience des discriminations (Dubet, 2007), peut être certes saisie du côté des contraintes et des adaptations qui en découlent, mais également à l'endroit où les subjectivités singulières se recoupent. C'est à cet éclairage qu'est consacré cet article, qui s'engage par ailleurs à souligner les intersections entre différentes variables comme l'âge, la catégorie sociale et l'orientation sexuelle.

Une expérience urbaine ternie par des discriminations pré-coces et le souvenir de « La Manif pour tous »

L'association SOS homophobie alerte depuis de nombreuses années sur les actes LGBTphobes dans des rapports annuels qui traduisent le surgissement du rejet dans tous les espaces de la vie sociale. En 2016, l'espace public (rues, transports, etc.) représente 14 % des plaintes enregistrées par l'association. Nos enquêtes révèlent pareillement l'importance de l'espace public comme anxiogène pour les personnes LGBT. Par exemple, si pour la moyenne des populations enquêtées dans les deux volets de notre recherche, les injures, gestes humiliants et autres discriminations se concentrent plutôt aux horaires d'affluence dans les transports (7h-9h ; 17h-19h) et le soir dans les lieux festifs, l'insulte homophobe se répète, quant à elle, à toute heure de la journée et dans tous les lieux, rendant les personnes concernées stressées et inquiètes dans leurs déplacements.

⁴ Soit 10,7 % des personnes déclarant avoir été discriminées au cours des 12 derniers mois.

On a trop entendu des histoires de copains qui se faisaient tabasser ou insulter pour rien, comme ça, gratuitement. On ne va pas se priver d'aller en ville pour autant et on y pense pas à chaque fois, mais on y pense quand même. Par exemple, tu vois le bar X [un bar gay dans la ville], et bien quand y'a personne en terrasse j'évite de m'y mettre, je préfère quand y'a du monde. C'est je sais, mais on sait jamais. (Bruno, 41ans)

Nous avons demandé aux personnes interrogées de noter la ville en fonction de critères. Il ressort de cette classification auto-administrée que les personnes LGBT ont, en moyenne, un ressenti du climat urbain plus négatif. En effet, plus d'un quart (26 %) de l'ensemble des répondant.e.s trouvent l'ambiance urbaine « plutôt bonne » contre seulement 10% des personnes LGBT. À l'inverse, plus d'un quart (28 %) des personnes interrogées trouvent l'ambiance urbaine « mauvaise ou très mauvaise » contre 45 % des personnes LGBT. Ces résultats nous interpellent puisque ces chiffres n'ont été nullement collectés durant les grandes manifestations à l'encontre du mariage pour tous. Il ressort donc de ces réponses un climat urbain durablement terni et une appréhension de la ville marquée par la suspicion et les mauvaises expériences.

Dans ses travaux sur la sexualité et l'espace public, Marielle Toulze propose de travailler selon une méthode qu'elle nomme « indicielle » (Toulze, 2015). Pour la sémiologue, une approche par l'indiciel est une accumulation non de preuves mais d'indices, de pistes, de ce qui constitue du commun dans un fourmillement d'éléments épars. Les subjectivités à l'épreuve de la ville résistent de ce point de vue à l'unité. Si, au-delà de quelques tags ou flyers, il ne subsiste plus de traces de « la manif pour tous », ses mouvements semblent s'être sédimentés dans les mémoires. Stéphane (45 ans), militant bordelais, se souvient qu'il était « très difficile d'éteindre la télé, la radio, et de continuer à voir des affiches et des graffitis homophobes ». « Y'avait des quartiers, après Manifs pour tous, où même plusieurs mois après tu avais des inscriptions sur le sol » se rappelle-t-il. « C'est fini maintenant, mais on s'en souvient, c'est plus fort que nous ». Les séquelles des manifestations autour du mariage pour tous sont aussi marquées par des injures, des quolibets qui, un temps tout du moins, ont pu segmenter l'usage de l'espace public par les LGBT. Ma voisine nous avait vues avec ma copine. Elle avait changé son code wifi par « Manif pour tous » et son prénom. On le savait mais nous ne disions rien. Un soir, alors que nous étions rentrés chez nous, elle s'est mise à nous insulter en public. Nous sommes vite rentrées [...] Depuis, nous passons par la seconde entrée de l'immeuble, par la rue de derrière, ça nous évite de la croiser. (Lise et Marie, 32 et 35 ans) ; Je pourrais très précisément te dire où nous nous sommes fait cracher des-sus. Je me doute bien que la personne qui a fait ça ne nous y attend pas de nouveau, mais je passe plus par là depuis. (Patrice, 23 ans). Pour Jean Christophe et Fabien (45 et 47 ans), « Quand ils taguaient leurs logos et qu'ils apposaient leurs affiches, on les recouvrait ». De même, les contres-affichages et sur-sur-tags confirment les résistances collectives à même l'espace public, comme autant de traces laissées de ces mobilisations passées, mais qui résonnent encore nettement en une période où les débats sur la PMA (Procréation Médicalement Assistée) ont fait ressurgir des tags et des autocollants dans la ville. « Un soir, nous nous sommes réunis avec des ami.e.s militant.e.s et nous avons arpenté les rues de la ville pour tagguer les grafs de la manif pour tous avec nos pochoirs » (Léa, 21 ans, étudiante). « C'était une sorte de guerre des territoires » ajoute Grégoire (22 ans), étudiant également.

Ce recouvrement des traces et aussi un effacement des violences par le décollage d'images, la dissimulation de tags, la superposition des flyers associatifs « pro » et « anti » mariage. Si la pluie et l'entretien des voies ont permis cet effacement, l'action des associations et des individus y a pareillement participé. « C'était plus fort que moi : quand je voyais des tracts de la manif pour tous, je les décollais. Un jour, j'ai fait toute une rue pour retirer des tracts de la manif pour tous des pare-brise des voitures. Je suis revenu avec je ne sais pas combien de papiers et je les ai tous jetés » (Louis, 25

ans). L’empreinte de l’homophobie dans la ville s’estompe, ce sont les souvenirs de ces impressions sur bitume qui s’enfuient. « Dans ma rue il y avait des marques sur le sol, on y voyait le logo de la manif pour tous. Aujourd’hui je ne vois plus rien, je ne sais même plus où ils étaient et c’est très bien ainsi » (Clémence, 37 ans).

Des témoins passifs et un usage segmenté des espaces publics

Un des traits majeurs de l’ensemble des enquêtes sur le harcèlement de rue, au-delà des chiffres assommants, reste l’immobilisme des témoins (Dagorn et Alessandrin, 2017). En d’autres termes, les témoins sont majoritairement passifs. En moyenne 87 % des témoins restent des spectateurs passifs et, parmi ceux qui interviennent, 7 % surenchérisent aux insultes et agressions en prenant des photos, en insultant à leur tour etc. Toutefois, concernant les gays et les lesbiennes (ce qui semble moins vrai pour les personnes trans) le pourcentage de témoins qui s’interpose est légèrement supérieur aux autres victimes de discriminations et harcèlement. Deux explications peuvent être mobilisées. La première convoque l’idée d’un rejet plus important des comportements homophobes.

Je ne vais pas dire qu’il y a moins d’homophobes, j’en sais rien, mais y’a eu cette fois ou un couple de lesbiennes s’est fait insulté dans le tramway et où les passagers ont pris leur défense. Et bien moi je me dis que les mentalités changent. Enfin j’espère. (Timoté, 26 ans)

La seconde, corroborée par les chiffres de nos enquêtes, montre que les témoins interviennent surtout en cas de violences paroxystiques (agressions physiques, vives interpellations etc.). Or, dans le verbatim des témoignages, les violences physiques envers les personnes LGBT (surtout les gays et les personnes trans) reviennent régulièrement. Les actes LGBTphobes se déroulent à hauteur de 20 % en présence de témoins nombreux (plus de 10), soulignant de surcroît que la responsabilité des témoins, la plupart du temps, se dilue en présence de nombreuses autres personnes, et impacte davantage le trauma des victimes, en raison de l’importance de la peur engendrée et de l’humiliation intensifiée par le nombre de témoins.

Les chiffres relatifs aux espaces évités sont aussi très significatifs. Dans notre enquête, alors qu’en moyenne les répondant.e.s sont 42 % à éviter des lieux, les personnes homosexuelles et trans sont 57,7 % à éviter des lieux au cours de leurs déplacements, de peur de discriminations, d’insultes, d’agressions. Ce chiffre est toutefois moins élevé que durant le premier volet de l’enquête réalisé en 2014 (et qui concernait donc les 12 mois de 2013) puisque près de 72 % des LGBT disent avoir évité un ou plusieurs espaces publics pour les mêmes raisons. Les traces laissées par les manifestations contre le mariage pour tous semblent là aussi palpables. De ce point de vue, il n’est pas nécessaire d’avoir été discriminé, harcelé ou insulté pour avoir peur d’un ou de plusieurs espaces publics. Dans les pas des travaux de Didier Eribon (1999) nous rappellerons que le simple fait de se savoir potentiellement « insultable » rend les déplacements périlleux.

La répartition par âges montre enfin que les LGBT apprennent très vite l’existence du risque discriminatoire. Loin devant toutes les autres catégories de victimes réelles et potentielles (racisées, en situation de handicap etc.), les LGBT sont ceux qui témoignent le plus de harcèlements et d’injures avant leurs 19 ans. Comme l’ont montré les travaux sur les discriminations en milieu scolaire (Dagorn et Alessandrin, 2015), l’homophobie et la transphobie marquent précocement les interactions dans comme en dehors des établissements. Par conséquent, les espaces de loisirs et de regroupement des lycéen.ne.s et des jeunes étudiant.e.s dans la ville sont soumis à la présence répétée de propos à caractères homophobes.

Une expérience marquée par l'incertitude et sa gestion

La dimension massive des discriminations ne doit pas faire pour autant croire qu'elles sont, pour les individus concernés, parfaitement évidentes. Louis, jeune garçon homosexuel de 21 ans, revient sur les insultes qu'il peut parfois entendre lorsqu'il marche dans la rue : « Quand j'entends "sale pédé", je ne sais jamais si c'est vraiment moi qu'on vise, ni même d'ailleurs si on vise quelqu'un réellement. Mais je ne sais pas, c'est plus fort que moi, je me dis que c'est dans ma direction qu'elle vient cette insulte. ». Antoine, un garçon trans du même âge emploie quant à lui la métaphore du « champ de mine » pour exprimer ses craintes au sortir de chez lui. Il insiste par-là sur ce qui est perçu avec incertitude, ce qui est entendu sans pour autant être parfaitement perceptible. Plus encore, en ce qui concerne les insultes, les regards, les moqueries, cette image met l'accent sur la répétition des pièges, des difficultés, des discriminations. En négatif, cette répétition indique la banalisation des faits. L'entraperçu et le furtif son aussi révélateurs de cette incertitude : les mots et les gestes aperçus sont-ils vraiment ceux que j'interprète ? Mais plus que l'entraperçu ou le subodoré, ce sont les situations banales ou, pour le dire plus justement, des situations banalisées, qui apparaissent le plus fortement. Il en résulte que l'action de porter plainte est le souvent jugée comme vaine : « Ça ne sert à rien », « ce sont des choses qui arrivent tous les jours », « je devrais porter plainte tous les mois », « on ne porte pas plainte pour ça ».

Toutes ces réponses donnent des indications sur un double sentiment. Premièrement celui d'un sentiment de discrimination diffus mais d'une hiérarchisation entre les discriminations ressenties et les insultes entendues face à ce qui pourrait être une discrimination « réelle » manifestée par les coups et les refus de services motivés (accès à un bus par exemple). Deuxièmement, ces éléments indiquent que la répétition colore les faits d'incivilité et le sentiment de discrimination d'une certaine banalité. L'événement devient un brouhaha, ce qui blesse ou angoisse devient partie prenante des déplacements et des interactions du quotidien. Cette interpénétration de l'important et du banal n'amointrit toutefois pas toujours le coût subjectif des injures et des brimades. La troisième voie explicative met l'accent sur l'impunité des discriminants : « c'était mon voisin alors je n'ai pas osé », « on ne croit jamais les victimes » et la peur des représailles. La répétition des faits, loin de signer une accumulation progressive des preuves, entame les perspectives de changement et ancre les discriminations dans une banalité fatale, contraignante et consubstantielle du quotidien. À force de comportements discriminants, de renforcements négatifs, les personnes discriminées et/ou discriminables ont intériorisé leur infériorité à tel point que certaines ne perçoivent pas ou plus les pratiques discriminantes à leur rencontre. « J'ai encore du mal à croire qu'il y ait des homophobes » témoigne Valérie (43 ans). « Pourtant (poursuit-elle), après notre agression avec ma copine, je ne devrais plus douter ».

Dès lors, la question de la peur dans l'espace public n'est peut-être pas le bon prisme pour comprendre les subjectivités et les stratégies LGBT dans la ville. Il semble ainsi plus approprié d'étudier la gestion des risques par les personnes concernées tant il apparaît que le risque homophobe apparaisse tôt, et fréquemment, dans les témoignages. Mais les stratégies de déplacements LGBT ne se limitent pas aux espaces évités : la question du corps LGBT doit être ici interrogée. Comme l'ont montré les travaux sur les démonstrations affectives dans l'espace public (Blidon, 2008), des micro-modifications sont à l'œuvre. Mettre les mains dans les poches, masculiniser sa démarche, se couvrir la tête d'une capuche, sortir à plusieurs ou faire semblant de téléphoner sont autant de camouflages qu'il existe d'écueils vécus ou pressentis. Je sais bien que lorsque je croise des terrasses remplies de garçons de change de démarche.

Je ne sais pas, c'est presque instinctif en fait. Je joue le mec. Surtout quand je suis seul. Ça se joue sur des choses comme écartier plus les jambes, presser le pas, regarder par terre... (Antoine, 29 ans)

Catherine, femme trans de 42 ans, restitue les mêmes stratégies : Je crois que je vais partout. Mais je suis moins sereine à certains endroits. Peut-être pas des quartiers entiers mais plus des endroits précis, des rues mal éclairées ou je hâte le pas, des centres commerciaux dans lesquelles je ne reste jamais très longtemps et pour lesquels je préfère mettre certains vêtements, plus neutres.

Il se dessine alors une ville faite de plis, dans laquelle les corps stigma-tisables parviennent parfois à se loger, sans que nous ne puissions toutefois conclure clairement que ces stratégies fonctionnent pour tou.te.s, de la même façon, tout le temps. « Il y a des jours où je n'entends plus les insultes et d'autres où un simple regard parvient à me pétrifier » (Ludovic, 24ans). L'incertitude des violences comme de leurs effets nécessite que les acteurs « fassent avec » et non seulement « fasse contre », rendant d'autant plus complexes les émotions urbaines.

Discriminations LGBTphobes et intersectionnalité

La question du harcèlement, des insultes et des discriminations LGBTphobes ne saurait être réduite aux corps étiquettes comme « gays », « lesbiens » ou « trans » dans l'espace public. D'autres croisements tendent à montrer que l'accumulation de critères de discriminations diminue d'autant la bonne appréciation de la ville. On considère souvent l'intersectionnalité comme l'addition de critères de stigmatisation (couleur de peau, sexe, sexualité, etc.). Cette première lecture, certes lacunaire, autorise toutefois à montrer que l'uniformité des groupes est moins solide qu'il n'y paraît. Ainsi, si l'on ne considère que les LGBT ouvrier.e.s ou employé.e.s, ces dernier.e.s sont 30 % moins nombreux/ses à trouver l'ambiance urbaine « très bonne » par rapport au reste des répondant.e.s.

L'enquête susmentionnée permet d'ouvrir à une seconde lecture intersectionnelle et souligne que les homosexuel.le.s et les personnes trans racisées ont une appréhension de l'ambiance urbaine moins bonne que la moyenne des répondant.e.s, mais également légèrement moins bonne que la moyenne des personnes victime de LGBTphobie. Si la robustesse des chiffres peut être discutée du fait de la faiblesse des effectifs dans chacune des sous-catégories sélectionnées, une approche indiciaire augure d'une polarisation des sentiments urbains beaucoup plus marquée lorsque l'on cumule les stigmates. En effet, les réponses relatives à une appréciation « moyenne » de l'ambiance urbaine baissent significativement lorsque les discriminations s'accumulent. Cette double perspective, inter et intra catégorielle (McCall, 2005) permet d'augmenter quelque peu la complexité des relations qu'entretiennent les personnes LGBT et la ville. C'est ce dont témoigne Alex, 24 ans, militant trans. « Dans l'asso, c'est cool, on se retrouve et tout. Mais avec des potes trans racisés souvent on ne reste pas après les réunions. On va dans nos bars. C'est pas pareil d'être un mec trans hétéro et un pédé trans racisé. On écoute pas la même musique, on n'a pas les trips tu vois. On vit pas la même chose non plus. Regarde dans la rue par exemple, c'est la double peine en quelque sorte ! Et ça quand t'es blanc t'as un privilège dont tu te rends même pas compte ».

Conclusion

Les nombreux récits de l'homophobie et de la transphobie qui parsèment l'actualité comme les réseaux sociaux font de ces chiffres des mesures peu étonnantes. Pourtant, sinon les enquêtes associatives, il faut souligner la rareté de ce type de données en France. C'est pourquoi, en guise de conclusion, il convient de discuter les données dévoilées. Premièrement, il nous semble maintenant pertinent de vérifier si le contexte d'analyse n'a pas, d'une certaine façon, teinté les résultats. Une plus grande ville ou une ville aux caractéristiques sociodémographiques différentes aurait-elle modifié quelque chose ? De quelle façon l'interconnaissance propre aux des petites villes ou aux mondes ruraux modifie-t-elle ces expériences ? On retiendra également que l'espace urbain prend de nouveau le pas sur la complexité des espaces de vie (périphériques, ruraux etc.). Enfin, soulignons les « trous » dans les profils sociospatiaux parmi les répondant.e.s puisque nous sommes dans l'impossibilité de traiter statistiquement des expériences des ainé.e.s LGBT+ ou bien des LGBT+ résident dans des QPV (Quartiers Prioritaires de la Ville). Or, nous faisons le constat que les expériences des discriminations dans la ville se colorent différemment en fonction des espaces. Alors que nous disposons de quelques travaux qualitatifs sur la question (Giraud, 2016), il revient dorénavant de proposer une méthode quantitative de recueil de données afin d'effectuer une comparaison pertinente. Enfin, le présent article n'aura pu, par souci de robustesse interprétative des chiffres, analyser les différences internes aux groupes des personnes « gays », « lesbiennes », ou « trans ». Qu'en est-il des différences d'âge au sein de ces sous-groupes ? Qu'en est-il des variations en termes de prospection rabiniques si l'on compare des LGBT ouvrier.e.s et cadres ? Il est donc à souhaiter que ces indices statistiques ouvrent la voie rapidement à des enquêtes plus massives et plus comparatives à ce sujet afin de ne pas limiter « la ville » et une vie urbaine vivable à des espaces unique-ment centre-urbains et trop généralisants.

Bibliographie

Alessandrin Arnaud (2018), *Sociologie des transidentités*, Cavalier Bleu

Alessandrin Arnaud (2016), « La transphobie en France: Insuffisance du droit et expériences de discrimination », *Cahiers du genre*, n° 60, pp. 193-211.

Alessandrin Arnaud (2016b), « Entre genre et santé : les espaces des transidentités », *Revue Francophone de Santé et de Territoire*, n° 1 [en ligne] https://rfst.hypotheses.org/files/2016/01/Alessandrin_rfst_2015_GST.pdf

Alessandrin Arnaud et Raibaud Yves (2014), «Espaces homosexuels dans la ville », *Hermes*, n° 69, pp. 154-155.

Alessandrin Arnaud et Raibaud Yves (2013), *Géographie des homophobies*, Armand Colin.

Blidon Marianne (2008), « La casuistique du baiser », *EchoGéo*, n° 5, [En ligne] mis en ligne le 13 juin 2008, consulté le 15 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/5383> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.5383>

Browne Kate, Nash Catherine, Hines Sally (2010), « Introduction: towards trans geographies », *Gender, Place and Culture*, vol. 17, n° 5, pp. 573-577.

Dagorn Johanna et Alessandrin Arnaud (2017), « Femmes et espaces public », *Hommes et libertés*, n° 177, pp. 66-69.

Dagorn Johanna et Alessandrin Arnaud (2015), « Être une fille, un gay, une lesbienne un.e trans à l'école », *Le sujet dans la cité*, n° 6, pp. 38-49.

Dubet François (2016), *Ce qui nous unit*, Paris, Le Seuil.

Dubet François (2007), *L'Expérience sociologique*, Paris, La Découverte.

Eribon Didier (1999), *Réflexions sur la question gay*, Paris, Fayard.

Ghaziani Amin (2014), *There Goes the Gayborhood?*, Princeton University Press. Giraud Colin (2016), « La vie homosexuelle à l'écart de la visibilité urbaine. Ethnographie d'une minorité sexuelle masculine dans la Drôme », *Revue de Sciences humaines [En ligne]*, 30, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 15 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/traces/6424> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/traces.6424>

Giraud Colin (2014), *Quartiers gays*, Paris, PUF.

Giraud Colin (2013), « Le Village gai de Montréal. Une aventure urbaine minoritaire ? », *Espaces et Sociétés*, n° 154, pp. 33-48.

Jaurand Emmanuel (2005), « Territoires de mauvais genre ? Les plages gays », *Géographie et cultures*, n° 54, pp. 71-84.

Leroy Stéphane (2012), « "Tu cherches quelque chose ?" : ethnogéographie de la drague et des relations sexuelles entre hommes dans le Bois de Vincennes », *Géographie et cultures*, n° 83, pp. 51-67.

Leroy Stéphane (2010), « "Bats-toi ma sœur". Appropriation de l'espace public urbain et contestation de la norme par les homosexuels », *Métropoles*, n° 8 [En ligne] mis en ligne le 07 mars 2011, consulté le 16 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/metropoles/4367> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/metropoles.4367> Leroy Stéphane (2009), « La possibilité d'une ville. Comprendre les spatialités homosexuelles en milieu urbain », *Espaces et sociétés*, n° 139, pp. 159-174.

McCall Leslie (2005), « The complexity of intersectionality », *Signs*, n° 3, pp. 1771-1800.

Pollak Mickael (1982), « L'homosexualité masculine, ou le bonheur dans le ghetto ? », *Communications*, vol. 35, n° 1, pp. 37-55.

Toulze Marielle et Alessandrin Arnaud (2015), « Les événements publics BDSM », *Géographie et cultures*, n° 95, pp. 59-72.